

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 139 8 février 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Les travailleurs interviennent avec leurs propres armes dans le débat électoral

A l'heure où nous écrivons, tout annonce une forte mobilisation pour cette journée du 8 février, même s'il est encore impossible de dire précisément quelle sera l'ampleur des grèves et la tonalité que donneront les salariés dans les manifestations. Il est déjà significatif qu'il y ait, en pleine période électorale, un tel appel des syndicats de l'ensemble des trois fonctions publiques et des cheminots. La question sociale s'impose, et pour beaucoup de salariés, il n'est pas question d'une trêve électorale qui laisserait les aspirants présidents prétendre parler à leur place.

Autour de nous, une idée simple gagne du terrain « *quel que soit le résultat de l'élection, nous aurons des actions à mener* »... à tel point qu'elle est reprise par les dirigeants des confédérations syndicales. Les revendications sur les salaires, la défense des emplois, pour mettre un coup d'arrêt à la casse du service public, même si l'appel des confédérations (CGT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES) est plus que timide (1,8 % d'augmentation pour 2007, aucun chiffrage sur les emplois), touchent au cœur de tous les problèmes du monde du travail, public comme privé : la question de la répartition des richesses.

Et cette journée du 8 n'est pas isolée, elle fait suite à la mobilisation des enseignants du 20 janvier, de la grève tournante dans les écoles de Seine-Saint-Denis, ainsi qu'à de multiples journées d'actions de plusieurs catégories (hospitaliers, travailleurs de l'énergie...) au mois de décembre. Elle trace une continuité de la mobilisation des SDF qui a fait éclater dans les médias la crise du logement, montrant à tous le lien avec le chômage et la précarité.

Dans le même temps, des salariés du privé mènent des luttes contre les licenciements, comme les ouvrières d'Arena qui jusqu'à aujourd'hui contrôlaient les stocks pour imposer à la direction de lâcher des primes conséquentes, ou comme les 600 travailleuses de Moulinex qui ont mis leur patron aux prud'hommes pour contester leur licenciement et exiger 50 000 euros pour chacune.

Mille faits et révoltes, luttes aussi pour les salaires, sont en train de tisser un entrelacement de résistances, par l'intervention propre de la classe ouvrière qui prend ses problèmes en main, qui reconstruit une conscience collective de ses droits, et s'invite sur la scène politique.

Là est le tournant de la campagne

Sarkozy, démagogue, se pose en « *défenseur des travailleurs* ». Mais il y a tout lieu de penser qu'il aura du mal à tenir la distance dans ce nouveau rôle. Derrière les sourires en direction des classes populaires, au nom de la « *liberté* », chaque mesure contient son lot de division, de mauvais coups, de recul social comme, entre autres, la poursuite des attaques contre les retraites et la sécu. Sa nouvelle imposture pourrait bien se retourner brutalement contre lui. Et sans la plus grande complaisance des médias qui font tout pour lui sauver la mise, son populisme tournerait sans doute vite au fiasco : ses propos racistes sur les « *moutons égorgés dans les appartements* », lors de l'émission de lundi soir sur la une, auraient valu à tout autre un tollé médiatique.

De son côté, Royal essaye, elle n'a pas le choix, de changer de registre à quelques jours de l'annonce de son programme. Elle prétend incarner maintenant « *la révolution démocratique en marche* » et dénonce la finance... après avoir vivement défendu la réussite des entreprises, le marché, l'ordre, le mérite, et convergé concrètement avec Sarkozy sur le sécuritaire et la casse des retraites.

Ces volte-face ne trompent personne, bien au contraire, ils mettent en lumière à quel point Sarkozy et Royal sont peu préoccupés de ceux dont ils tentent de capter les voix. La rupture entre les classes populaires et les partis de gouvernement, qui avait éclaté lors de la présidentielle 2002, qui s'était confirmée en 2005, s'approfondit encore. La multiplication des résistances des travailleurs, l'appel à la mobilisation pour le 8, expriment cet affranchissement par rapport aux échéances électorales qui au final donnent toujours le pouvoir à ceux qui veulent satisfaire, d'une façon ou d'une autre, le « *Besoin d'air* » du Medef.

Débattre sur les moyens de changer la vie...

Le débat qui s'est imposé aux candidats autour de la question sociale se répercute sur les lieux de travail, dans la population, parmi les militants. Les idées et les points de vue se confrontent. L'absence d'attente, d'espoir ou d'illusions dans les élections libère des aspirations, une volonté nouvelles, la révolte débouche sur un désir de se battre riche de possibilités.

C'est de ce point de vue qu'il est regrettable que José Bové, à qui nous affirmons toute notre solidarité alors qu'il vient d'être condamné à quatre mois de prison pour ses actions militantes, et Marie-George Buffet, qui se réclament de la transformation sociale, viennent tenter de raviver ces illusions électorales dans la continuité de celles du référendum contre le TCE, quand ils exagéraient les possibilités issues de la victoire du Non, en la qualifiant d'« *insurrection démocratique* ».

Si ces divergences, connues depuis longtemps, rendaient illusoire un accord politique avec eux, la nécessité reste entière de mener ensemble des actions unitaires contre les licenciements, contre la casse des services publics, pour les salaires, pour la réquisition des logements, contre les expulsions de sans-papiers et bien sûr contre la répression. Mais le débat politique doit être sans concession. Le cadre institutionnel ne peut pas être une perspective pour les luttes, c'est une impasse. Bové, sans doute plus démagogique, évoque « *l'insurrection électorale contre le libéralisme* ». Buffet, dont le parti est lié par mille liens aux institutions, déclare « *on est en train de jouer l'avenir de notre peuple lors d'une élection présidentielle* ». Ils se rejoignent dans une même idéalisation des possibilités électorales, après avoir joué en commun pendant des mois le même bluff de « *la gagne* » et du « *score à deux chiffres* » à la Présidentielle pour tenter d'accréditer l'idée qu'il était possible de changer la vie par le bulletin de vote. Fausse route alors que bien des travailleurs et des militants syndicaux pensent qu'il n'y a rien à attendre des élections.

Pour notre part, avec la campagne d'Olivier Besancenot, nous voulons nous faire l'écho des mobilisations et défendre dans ce débat une perspective claire loin de toute illusion sur un candidat providentiel.

Ignorant le prétendu réalisme économique qui n'aboutit qu'à des reculs, les mobilisations actuelles mettent en avant les revendications fondamentales pour les travailleurs : le droit à un emploi, à un logement, à un salaire décent. Notre programme anticapitaliste veut aider à faire converger ces revendications dans une perspective d'ensemble, à dégager leur signification la plus radicale : elles affirment la légitimité des droits des salariés passant avant les droits de la propriété privée et des profits capitalistes.

Le droit à un emploi implique l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, le renouvellement de tous les départs en retraite, et des embauches en CDI. Le droit à un logement suppose de s'attaquer aux groupes de bailleurs, aux spéculateurs fonciers, d'imposer la réquisition des logements vides. Le droit à un revenu décent veut dire affirmer clairement combien nous exigeons : pas un salaire en dessous de 1500 € net, augmentation de 300 € de tous les revenus. C'est bien la question de la répartition des richesses et de leur contrôle qui est posée.

Notre campagne veut porter les réponses contenues dans les luttes elles-mêmes, les populariser pour encourager l'organisation et la mobilisation démocratique des travailleurs. Elle entend œuvrer à leur convergence, à l'unité du monde du travail autour de ses propres exigences.

Franck Coleman



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débatmilitant**. Merci.